

DEMANDES DE DOCUMENTS ACCORDEES SANS DEBAT

IMPOSITION OU SUPPRESSION DES DROITS DE DOUANE SUR LE POISSON

M. ERNST demande:

Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents de quelque nature que ce soit, échangés entre le ministère des Douanes, le ministère de la Marine et des Pêcheries, le ministère du Commerce, le ministère de la Justice ou tout autre ministère fédéral et toute ou toutes personnes ou compagnie au sujet de l'imposition ou de l'abolition d'un droit sur le poisson pris au Canada par les chalutiers à vapeur autres que ceux qui sont enregistrés au Canada; et copie aussi de tout ou de tous arrêtés ministériels qui ont trait à cette question.

EDIFICES D'OTTAWA LOUÉS PAR LE GOUVERNEMENT

M. COOTE demande:

Un relevé indiquant le nombre d'édifices loués par le Gouvernement à Ottawa; le nom de ces édifices s'ils en ont un; les personnes de qui ils ont été loués; le temps pour lequel on les a loués; l'étendue de la surface des planchers si on la connaît et le loyer annuel de chaque édifice.

FORCE HYDRAULIQUE DU LAC SAINT-FRANÇOIS

M. CAHAN demande:

Copie de toutes demandes qui ont été faites pour des permis ou toute autre formule d'autorisation par le Gouvernement ou tout département ministériel pour avoir la permission de dériver les eaux du lac Saint-François par un canal ou des canaux et pour décharger ces eaux ainsi détournées dans le lac Saint-Louis, dans le but de produire ainsi ou de créer de l'énergie électrique, et aussi copie des rapports sur le même sujet faits par les ingénieurs ou tous autres experts de tout ministère fédéral, et aussi copie de tous les rapports des départements, arrêtés ministériels, documents et correspondance qui ont trait au même sujet, et aussi copie en autant qu'ils seront disponibles, de tous plans ou cartes de cette dérivation projetée des eaux et des travaux hydro-électriques que l'on se propose d'exécuter en conséquence.

ENQUÊTES FAITES PAR M. PLOUFFE

M. SIMPSON demande:

Relevé indiquant—1. Le nombre d'enquêtes faites par Joseph A.-S. Plouffe, de Sudbury, sous l'autorité de sa commission du 24 mars 1926, qui l'a nommé commissaire pour enquêter sur des accusations d'avoir montré de l'esprit de parti, portées contre des fonctionnaires dans la province d'Ontario.

2. Une liste donnant les noms, adresses, et l'état des fonctionnaires dont la conduite a été soumise à une enquête avec une copie du rapport du commissaire dans chaque cas.

3. Un état montrant les émoluments et les dépenses de voyage payés ou qui seront payés à M. Plouffe en relation avec ladite enquête.

IMMIGRATION ORIENTALE

M. McQUARRIE demande:

Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents échangés entre le gouvernement de la province de la Colombie-Anglaise et le gouvernement fédéral, ou entre ministres, sous-mi-

nistres ou autres fonctionnaires desdits gouvernements, respectivement, depuis le 8 mai 1922, au sujet de l'immigration orientale ou de la limitation des activités des Orientaux déjà au Canada.

RELIQUATS NON RECLAMÉS DANS LES BANQUES

M. ERNST demande:

Etat montrant tous les reliquats de comptes non réclamés dans les banques autorisées du Dominion du Canada, comme il appert par les derniers rapports annuels de ces banques.

M. ERNST: Je demande la permission de retirer cette motion. Nous avons eu la réponse à la question ailleurs.

M. L'ORATEUR SUPPLEANT: L'honorable député peut-il retirer sa demande?

(La motion est retirée.)

ÉCOLES D'ANARCHISME ET DE BOLCHÉVISME

M. GUERIN demande:

Copie de tous télégrammes, lettres, rapports, notes et autres documents de quelque nature que ce soit émanant du Gouvernement, de tout ministère ou de tout fonctionnaire et qui ont trait aux écoles bolchévistes, communistes ou anarchistes au Canada.

L'hon. ERNEST LAPOINTE (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur la correspondance dont il est question dans cette demande est de nature absolument confidentielle, et il ne serait pas d'intérêt public de la publier. C'est pourquoi je demande à mon honorable ami de retirer sa demande.

M. GUERIN: Il ne me reste qu'à abandonner cette demande.

M. L'ORATEUR SUPPLEANT: La demande est retirée.

BENEFICES DES COMPAGNIES INDUSTRIELLES

M. KENNEDY demande:

Un état montrant: 1. Toutes les augmentations de capital provenant des profits sous forme de dividendes d'obligations ou sous quelque forme que ce soit.

2. Les profits déclarés par toutes les compagnies industrielles quant aux:

a Bénéfices bruts (pourcentage) sur le capital nominal;

b Bénéfices bruts (pourcentage) sur le capital réel placé dans chaque compagnie à l'exclusion des bonus de dividendes en obligations;

c Bénéfices nets (pourcentage) sur le capital nominal;

d Bénéfices nets (pourcentage) sur le capital réel placé dans chaque compagnie à l'exclusion des bonus de dividendes en obligations.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Je suis d'avis de laisser cette motion de côté tant que l'honorable M. Robb ne sera pas ici. Je dois faire observer, en même temps que je doute beaucoup qu'il soit possible, même si le Gouvernement y